Les armées des monarchies arabes du Golfe sont en pleine mutation

IFRI - Focus stratégique, n° 80, mai 2018

David B. ROBERTS

publié le 05/05/2018

Engagement opérationnel

Les armées des monarchies du Golfe n'ont historiquement joué qu'un rôle accessoire dans leur stratégie de sécurité nationale. Leur capacité de combat demeurant, en définitive, très limitée, la sécurité de ces États provenait davantage des politiques internationales fortement entretenues par d'importantes acquisitions d'armement.

Cependant, cette dynamique est aujourd'hui en voie d'évolution, tout du moins pour certains de ces États. Le déploiement inédit des forces saoudiennes et émiraties, tel qu'au Yémen, atteste d'une réelle volonté d'utiliser leur propre capacité militaire. Confronté à une crise diplomatique sans précédent, le Qatar s'appuie pour sa part sur sa politique d'acquisition d'armement pour développer ses capacités militaires et renforcer les solidarités internationales en sa faveur. Quant au Koweït et à Oman, ils continuent d'augmenter leurs achats sur étagère, tout comme Bahreïn qui cherche aussi à intensifier ses relations avec Riyad, en s'alignant systématiquement sur ses politiques régionales.

Proposition de traduction des avants-propos :

Introduction

Quelque chose se passe avec les forces militaires des monarchies arabes dans le Golfe. Pour la première fois dans leur histoire moderne, certains États utilisent leurs forces comme de véritables troupes de combat, à la demande de leurs dirigeants, pour atteindre des objectifs politiques plus larges. Cela semblerait absurde dans de nombreux autres pays, où les troupes sont souvent déployées ou utilisées sous la direction des dirigeants pour atteindre des objectifs politiques plus larges. Mais, malgré les sommes astronomiques consacrées aux achats au cours des dernières décennies - au moins 1,5 trillion de dollars parmi les six monarchies du Conseil de coopération du Golfe (CCG) d'Arabie saoudite, du Koweït, du Bahreïn, du Qatar, d'Oman et des Émirats arabes unis - ces forces, souvent équipées du matériel le plus récent, ont rarement été utilisées au sens traditionnel depuis des générations [1].

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont entrepris d'importantes opérations militaires au Yémen depuis 2015 avec leurs propres forces comme élément clé d'une coalition plus large.[2] Les Émirats arabes unis se sont en outre engagés dans une myriade d'autres opérations dans la lutte contre l'ISIS, unilatéralement en Libye, et soutenant les forces de l'OTAN en Afghanistan.[3] Le Qatar ainsi que les Émirats arabes unis ont rejoint l'OTAN dans l'opération Unified Protector sur la Libye en 2011.[4] Comme pour Bahreïn et le Koweït, ils ont rejoint de manière plus mineure les opérations Yéménites dirigées par les Saoudiens en 2015.[5]

Une grande partie de cette activité militaire est nouvelle. En effet, la première chose à noter est que rien de cette ampleur, de cette complexité et de ce niveau d'intervention n'a été entrepris auparavant par les monarchies et leurs militaires depuis des générations. Le deuxième point clé est que certains aspects de ces déploiements ont connu un succès surprenant. "La compréhension plus large de l'état de l'art des armées du Golfe tend à être implacablement négative quant aux capacités de ces forces, souvent pour de bonnes raisons.[6]

Mais des vignettes clés telles que le débarquement amphibie des Émiratis dans une banlieue d'Aden en 2015 et leur campagne antiterroriste plus large tout au long de 2016 et 2017 ont mis en évidence le niveaux de sérieux de planification de ces campagnes et une capacité à exécuter des opérations.[7] De même, la combinaison d'une douzaine de forces aériennes en Arabie saoudite pour lancer une campagne aérienne militaire soutenue est, du point de vue logistique, impressionnante.[8]

Toutefois, ces vignettes difficiles doivent être comparées aux résultats stratégiques plus larges des opérations. Dans le sud, les Émirats arabes unis ont connu jusqu'à présent un succès relatif. Mais dans la campagne aérienne menée par l'Arabie saoudite et les opérations autour de sa frontière dans le nord du Yémen, il n'y a eu que des échecs persistants. La campagne aérienne a échoué à un tel point que les Houthis - un acteur féroce qui commet des crimes de guerre au Yémen [9] - ont parfois l'air d'une victime.

Ce sujet plus large est donc mûr pour la discussion afin d'examiner quelles autres hypothèses sur la politique du Golfe ne sont pas nécessairement aussi importantes qu'elles l'étaient peut-être autrefois.

Bien que ce document couvre les six monarchies arabes du Golfe, il aborde les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Qatar individuellement et les trois autres (Koweït, Oman et Bahreïn) en tant que groupe. Cette division reflète les réalités sur le terrain : non seulement les forces militaires des trois anciens États sont en pleine mutation, mais la crise du Golfe de juin 2017 se concentre sur le Qatar et est dirigée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Le Koweït, Bahreïn et Oman sont traités ensemble, car ces États mènent des politiques similaires en matière d'achats militaires et de formation. De plus, ces États ont des approches similaires en matière de sécurité et de défense. Dans chaque section consacrée à un pays, l'accent sera mis sur l'évolution du milieu politique et régional de l'État ou des États en question. Ces discussions seront liées à l'évolution des forces armées et au type de rôle qu'elles jouent en politique, et des conclusions seront tirées des preuves disponibles quant au rôle des forces.

Le présent document se termine en soulignant les points communs et les différences qui ressortent des études de cas. Lorsqu'il s'agit du rôle et de l'utilisation de l'armée, on voit apparaître des approches divergentes entre les six monarchies du Golfe. D'une part, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite investissent massivement dans leurs

forces militaires et ont démontré leur ambition d'utiliser leurs forces militaires comme outils de politique. D'autre part, le programme d'achats militaires du Qatar est surtout utilisé comme moyen d'influence diplomatique. Il est également intéressant de noter que récemment, les dépenses de défense du Qatar sont devenues inversement proportionnelles à la santé de ses relations avec ses voisins du Golfe : plus les relations sont mauvaises, plus le Qatar dépense pour acheter l'équipement militaire des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France. Le Koweït et Oman, et dans une moindre mesure Bahreïn, investissent lentement dans leurs forces militaires sans qu'il y ait un désir évident de les utiliser de manière significative. Eux aussi préféreraient poursuivre la politique éprouvée consistant à utiliser des marchés publics de défense importants comme moyen de maintenir et d'approfondir des alliances internationales vitales avec d'importants États occidentaux (généralement, sinon toujours).

... Pour consulter la publication complète cliquez sur la source

----

1. Sipri Extended Military Expenditure Database, Beta Version, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), 2016.

2. D. B. Roberts and E. Hokayem, "Reassessing Gulf Security: The War in Yemen", Survival: Global Politics and Strategy, Vol. 58, No. 6, 2016, p. 157-186.

3. P. Bienaimé and A. Rosen, "The Most Powerful Army You've Never Heard Of", Business Insider, November 6, 2014, available at: uk.businessinsider.com.

4. D. B. Roberts, "Behind Qatar's Intervention in Libya", Foreign Affairs, September 28, 2011, available at: foreignaffairs.com.

5. J. Shapiro, "Why Are 10 Countries Attacking Yemen?", Brookings, March 26, 2015, available at: brookings.edu/blog.

6. For key critiques see N. B. DeAtkine, "Western Influence on Arab Militaries: Pounding Square Pegs into Round Holes", Middle East Review of International Affairs, Vol. 17, No. 1, 2013; N. B.

De Atkine, "Why Arabs Lose Wars", The Middle East Quarterly, Vol. 6, No. 4, 1999; K. M. Pollack, Arabs at War: Military Effectivness, 1948-1991, University of Nebraska Press, 2004, p. 574; R. L. Russell, "Future Gulf War," Joint Forces Quarterly, No. 55, 2009.

7. M. Knights and A. Mello, "The Saudi-UAE War Effort in Yemen (Part 1): Operation Golden Arrow in Aden," The Washington Institute for Near East Policy, August 10, 2015, available at: washingtoninstitute.org.

8. R. Shield, "The Saudi Air War in Yemen: A Case for Coercive Success through Battlefield Denial," Journal of Strategic Studies, Vol. 41, No. 3, 2017, p. 461-489, available at: tandfonline.com.

9. Telegraph Foreign Staff, "UN Experts Say Yemen Opponents May Have Committed War Crimes", The Telegraph, January 31, 2017, available at: telegraph.co.uk.

Titre : David B. ROBERTS

Auteur(s) : David B. ROBERTS

EN SAVOIR PLUS

DOCUMENT A TELECHARGER